

Lebensbilder

aus dem

Befreiungskriege.

I.

Ernst Friedrich Herbert Graf von Münster.

Zweite Abtheilung.

(Urkundenbuch.)

J e n a,
F r i e d r i c h F r o m m a n n.

1841.

1.

Der Chef des österreichischen Generalquartiermeisterstabes an den Staatsminister des Außern, Grafen von Metternich, damals in Paris, im Gefolge der neuvermählten Kaiserin, Erzherzogin Marie Louise. — Wien am 30. März 1810, über Oesterreichs strategisch = politische Lage in jenem Augenblicke.

Votre Excellence en daignant souhaiter un concert parfait entre elle et le Quartier - mestre - général, n'a exprimé que mes propres souhaits.

L'objet de tous mes travaux est de préparer les moyens des buts que V. E. choisit et dispose.

Pour donner à ces moyens une direction assurée, j'ai besoin d'être éclairé par Vous, les moyens devant toujours répondre aux buts.

Il me sera donc le devoir le plus satisfaisant de Vous mettre continuellement dans la connaissance la plus complète des plans normals que je prends pour ma direction dans les dispositions militaires, et je Vous serai infiniment obligé si Vous voulez m'honorer des renseignements que Vous seul êtes à même de me donner, par la connaissance exacte des buts.

Les moyens de Vos buts, dès qu'ils ont été fixés en concert avec Vous, deviennent, dans le ressort de mon activité, des buts. Je les avance, en préparant les moyens qui leur servent ultérieurement.

Entre ces moyens sousordonnés, le plus important est l'argent. Un département séparé, celui des finances, a la tâche de le fournir.

Comme le département militaire doit obéir aux lois que Vos buts lui donnent, le département des finances devrait donc également accepter pour loi les buts du département militaire.

Comme Vous travaillez en l'air, si Vous ne pouvez pas Vous reposer sur une force militaire suffisante pour garantir à Vos demandes l'efficacité et l'obéissance; moi, je fais pareillement des plans en l'air, quand le département des finances refuse au département militaire les moyens pécuniaires nécessaires.

Il Vous est connu, aussi bien qu'à moi, combien de fois ce cas a existé, et combien de fois le département militaire a dû s'exposer à la censure publique, uniquement parce que les moyens pécuniaires nécessaires lui furent refusés.

Quand j'accomplis tous mes devoirs pour mettre la force militaire sur le pied qui répond à Vos buts, je manque l'exécution de mes plans, et je reste dans l'embarras, quand le département des finances traverse mes plans, en refusant aux buts que je dispose comme moyens de Vos buts, les moyens pécuniaires, et me force à les abandonner.

C'est une raison de plus qui recommande, pour le salut public, l'accord le plus parfait entre V. E. et moi.

Quand je Vous aurai exactement informé des vues qui me dirigent dans l'organisation de l'armée, dans sa position, et dans son soutien par des moyens artificiels de défense; quand Vous serez d'accord avec moi sur ces vues; quand je Vous aurai mis dans la connaissance la plus exacte des moyens pécuniaires que l'exécution de mes plans militaires exigera, je serai à l'abri de tout reproche, quand après je ne pourrai exécuter des plans bien réfléchis, à cause du manque de moyens pécuniaires; Vous saurez à qui l'attribuer que Vous serez empêché d'exécuter Vos buts avec assurance. Et alors je pourrai espérer avec confiance que Vous Vous joindrez fermement à moi, pour procurer aux buts nécessaires les moyens nécessaires, et que Vous Vous opposerez, conjointement avec moi, à l'intention manifestée ces jours-ci par le département des finances, de vouloir fixer une somme arbitraire et choisie uniquement pour sa commodité, laquelle somme doit suffire aux besoins militaires; intention

qui exige que cette somme fasse la base du système militaire, au lieu des buts pour laquelle la force militaire existe.

V. E. pardonnera que je me suis arrêté aussi longuement à ce sujet. Il fait la base de nos communications.

Je le quitte pour me tourner à l'exposition des vues qu'aujourd'hui le changement total de notre système politique fournit, et que je suivrai dans mes plans militaires, en conformité des ouvertures que Vous avez bien voulu me faire.

Avant de m'en occuper, Vous me permettrez de jeter quelques regards fugitifs sur la situation que nous venons de quitter.

Sur la situation militaire, dans laquelle la Paix de Vienne a mis la Monarchie.

La grande artère de la monarchie, et la base de son système militaire, et peut-être même celle de son système politique, c'est le Danube.

Nos forces militaires doivent toujours être assemblées et préparées, le long de ce fleuve. Tant que nous n'avons pas enfermé toute cette rivière militairement, nous donnons toujours quelque part jour à l'ennemi.

La mobilité, l'activité et la sûreté de nos forces combattantes, dépendent du nombre et de la force des établissements de défense que nous avons au Haut-Danube. Et si nous négligeons, comme dans les précédentes guerres, la défense du Haut-Danube, et que nous voulons établir notre défense au-dessous de Vienne, vers Komorn, la Haute-Autriche et la résidence doivent être abandonnées en chaque guerre, parce que l'ennemi entre à Vienne, avant que nous pouvons assembler nos troupes au-dessous de Vienne.

La cession des provinces Illyriennes augmente les dangers de la monarchie.

L'ennemi peut, dans chaque guerre, pénétrer, de ces provinces, jusqu'à Bude, plus rapidement, que de la vallée du Danube, vers Vienne.

Nos troupes, très-dispersées par une dislocation qui a été choisie contre mon opinion, ne peuvent pas empêcher la surprise de Bude, qui est pour la Hongrie, ce que Vienne est pour la monarchie.

En cas donc que ces provinces auraient dû rester dans le pouvoir des Français, et que nous aurions dû rester avec la France dans l'état de guerre éternelle, nous serions forcés de construire, le long de la Save, de nouveaux établissements de défense très-couteux.

Nos frontières, avec la Russie et la Pologne, n'ont ni défense naturelle, ni défense artificielle.

Les plaines de la Gallicie peuvent partout être inondées de troupes ennemies.

Nous devons opposer à chaque corps ennemi qui les envahit, un corps plus fort, comme unique moyen de défense.

La Pologne, aujourd'hui encore province française, nous menace, dans chaque guerre contre la France, la troisième invasion.

La Prusse — dont l'anéantissement dans toute autre circonstance aurait dû être regardé comme un service essentiel à nous rendu, et contre laquelle notre ancien système militaire était principalement dirigé — la Prusse, dans les rapports qui venaient d'exister, aurait, dans chaque guerre que nous aurions à faire contre la France, joint, ou volontairement, ou contrainte par la force, ses troupes aux armées françaises, et elle se serait chargée de la quatrième invasion, tombant de la Silésie en Bohême.

La Saxe et la Franconie étant occupées par les Français, une cinquième invasion, par Eger en Bohême, surprendrait Prague, avant que nous pourrions lui opposer une force suffisante pour sa défense.

La Bavière entreprendrait la sixième invasion, par Saltzbourg, en Carinthie et Styrie (A.).

Tellement, dès le commencement de chaque guerre contre la France, Vienne, Clagenfurt, Gratz, Bude, Troppau et Prague se trouveraient dans la possession de l'ennemi, avant que nos forces pourraient être concentrées (B.).

Pour nous assurer contre tous ces dangers, nous sommes forcés de composer notre système de défense, d'une part, d'une armée facilement mobile, continuellement prête au combat, et composée d'au

moins quatre cent mille hommes; et, de l'autre part, pour donner à cette armée la supériorité sur des forces opposées plus nombreuses, d'un renforcement artificiel et très - coûteux de nos frontières.

Deux cents millions ne suffiraient pas pour exécuter ce système de défense, et deux ou trois ans seraient requis pour lui donner, non pas l'achèvement, mais seulement la première base de confiance.

Tant que nous n'aurions pas conduit à ce point notre système de défense, la monarchie aurait été exposée à chaque événement, notre armée aurait dû être notre unique défense dans l'intérieur de nos frontières non militaires, et nous ne devons nous nier qu'il aurait été fait de notre existence, si la Russie avait persisté dans son système actuel insensé, de se vouer comme moyen à chaque but français, et si la France et la Russie, étroitement unies ensemble, et unies avec les petites puissances dépendantes de la France, avaient conjointement, de tous les côtés à la fois, avec toutes leurs forces, avec énergie et rapidité attaqué notre Empire.

D'autant plus de reconnaissance nous devons à V. E., d'autant plus il Vous fait gloire de nous avoir délivrés de ces grands et manifestes dangers, par la réconciliation avec la France, et de nous avoir mis à même de pouvoir nouvellement fonder et assurer notre existence.

Vues militaires,
conformes au changement total de notre système politique.

Je dois distinguer et considérer *quatre cas différents* :

1. Napoléon a le but sincère de fonder une *alliance étroite* et indestructible avec l'Autriche.

2. Il n'a pas ce but, il ne fait qu'une *alliance simulée* avec nous; il n'a que ses propres plans intéressés en vue, il les poursuivra, sans avoir égard aux intérêts de l'Autriche.

3. Il va plus loin, son alliance avec nous est *perfide*; il poursuit son système de subjugation universelle; l'Autriche en sera l'objet, comme tous les autres Etats de l'Europe.

4. Napoléon meurt, *avant qu'aucun de ses plans est consolidé.*

Au premier cas, il sera le devoir de l'Autriche d'être entièrement l'alliée de la France. Elle pourra, elle devra l'être; elle devra travailler réciproquement avec sincérité et fidélité aux buts communs.

Aucun but de la France, et aucun but de l'Autriche ne devra être conçu, qui ne soit pas un but commun à l'une et à l'autre.

Dans ce cas heureux, notre système militaire aura une base très-solide.

Nos buts, ceux de fonder notre indépendance, notre sécurité extérieure, et notre commerce extérieur, par une puissance territoriale suffisante, et par des frontières militaires et commerciales sagement choisies, deviendront alors aussi des buts de France.

Nous aurons de longues frontières, qui ne seront menacées d'aucun danger. Nous pourrons tourner nos forces militaires, de l'occident vers nos voisins au nord, à l'orient, et au midi. Nous devons fortifier artificiellement ces frontières, et nous pourrons, sans aucun risque, négliger nos frontières occidentales, autant que l'inconstance de tous les rapports humains, qui ne doit jamais être oubliée, le permettra.

Au second cas, où la France n'aura pas l'intention de conclure avec nous une alliance sincère et fondée sur l'égalité réciproque, nous gagnerons toujours par la dissimulation de la France, pendant qu'elle durera, un temps précieux, qui pourra utilement être employé au rétablissement de toutes nos forces défensives. La France nous entraînera, pendant sa dissimulation, dans ses plans, comme partie coopérante. Notre coopération exigera des forces militaires. La France nous invitera à les amasser et augmenter. Nous ne serons donc pas empêchés de les consolider. Et si elles sont une fois mises sur un pied respectable, nous gagnerons la possibilité de les ménager pour le terme où la dissimulation de la France pourra finir. Cependant, tant que nous devons craindre que la France use envers nous de fausseté, nous ne pourrons pas négliger nos frontières occidentales, autant que nous pourrions le faire sans danger, si nous étions sûrs d'un entendement parfait avec la France. Mais la précaution que nous emploierons à fortifier nos frontières occidentales, rencontrera la grande difficulté que cette fortification, pendant que la

France voudra que nous croyons à ses confidences et à son amitié, trahira notre méfiance, et provoquera la méfiance réciproque. Les moyens de prévenir cette méfiance ne sont pas de mon ressort; ils sont de la compétence de Votre Excellence.

Je me permets toutefois d'observer que toute difficulté que la France nous causera, dans nos efforts de nous assurer militairement contre tout danger, justifiera notre méfiance. Aussi nous affaiblirons le reproche quand, conformément à l'exigence du cas supposé, nous dirigeons nos efforts principaux sur les frontières éloignées de la France, et ne faisons de la fortification des frontières que nous avons vers la France qu'une occupation secondaire. La possibilité des événements qui pourront détruire l'alliance la plus étroite, ne pourra jamais être niée, et un vrai allié ne pourra jamais censurer que nous voudrions être préparés pour un cas semblable, quoique très-éloigné. Toutefois, dans cet état des choses, le département militaire devra employer la précaution de faire avec éclat tout ce qui sera nécessaire pour donner à nos frontières, éloignées de la France, une force militaire également propre à la défensive et à l'offensive; d'éviter toute attention publique, dans les ouvrages qui viseront à fortifier notre frontière du côté de la France, et de restreindre d'abord ces ouvrages à des constructions purement défensives.

Je supposai, dans ce second cas d'une alliance dissimulée, que la France voudra toujours primer; qu'elle voudra mettre l'Autriche, non seulement par ostentation, mais aussi en réalité, dans une seconde ligne; qu'elle voudra avoir l'Autriche à lui sousordonnée, subalterne: mais qu'elle ne voudra pas attaquer son existence.

Dans le troisième cas, je vais plus loin: je suppose que la France, pendant son alliance apparente avec l'Autriche, conservera et avancera le dessein d'anéantir l'Autriche, de la disséquer en plusieurs Etats, et de ranger les petits Etats formés de ses débris, entre les Etats qui aujourd'hui déjà sont entièrement soumis à la France. L'appréhension de ce cas, le plus funeste de tous, nous oblige à fixer nos regards sur la France, et à observer avec la plus grande attention toutes ses entreprises. Tant que ses entreprises ne manifesteront pas clairement des buts ouvertement nuisibles à l'Autriche,

nous observerons la conduite que la supposition du second cas nous avait prescrite; nous tournerons nos plus grands efforts vers les côtés éloignés de la France; sans jamais nous exposer au danger d'être surpris par la France, au milieu de l'état en apparence amical, et d'être auéantis.

Le quatrième cas peut coïncider avec chacun des trois cas précédents. Il peut changer une alliance tres-assurée avec la France, en alliance lâche et mal assurée; il peut la détruire entièrement; il peut prolonger une amitié dissimulée de la France; il peut aussi mettre fin à la dissimulation, en élevant l'alliance feinte à une alliance mutuellement sincère, ou en amenant la rupture. Il peut encore changer le système propre de la France; il peut le purger des buts de domination et subjugation universelles; il peut enfin affaiblir la puissance intérieure et extérieure de la France, de plusieurs manières. Ce quatrième cas contient donc, pour l'Autriche, un nombre égal de chances avantageuses et désavantageuses.

Quand je me propose le problème: lequel des trois premiers cas que j'ai distingués, doit être pris pour le plus vraisemblable, les suivantes considérations se présentent à mes réflexions.

Napoléon ne peut pas se nier qu'il a des ennemis sans nombre, et qu'il n'a d'autres amis que les instruments de ses succès, ceux dont tout le sort dépend du sien.

Il ne peut pas se nier qu'entre ses ennemis il y a des hommes téméraires et résolus.

Il doit être convaincu de la possibilité qu'entre ses partisans mêmes il pourra se trouver qui l'envient, qui le détestent, et qui pourraient lever contre lui l'étendard de la révolte.

Il doit réfléchir qu'au cas où une rébellion éclaterait contre lui, il ne pourrait pas disposer de toute sa puissance actuelle, mais seulement d'une partie d'elle.

Dans ce cas, rien ne pourrait lui être plus désirable, que d'avoir une puissance étrangère en réserve à laquelle il pourrait se fier, au point de pouvoir l'appeler à son secours.

Où la puissance à laquelle Napoléon pourrait, dans un tel cas, se confier avec abandon se trouve-t-elle en Europe, si ce n'est pas l'autrichienne? Il n'a de choix qu'entre l'Autriche, et la Russie.

Nous lui sommes les plus proches. Nous serons en moindre temps en France, que les Russes aux bords du Boug.

Nous pouvons arrêter les troupes que la Russie voudrait envoyer en France. Les nôtres ne peuvent nulle part être arrêtées dans leur marche.

Il n'y a pas de comparaison, entre une armée Autrichienne, et Russe. Nous avons combattu, pendant toute la dernière guerre, avec des forces inférieures, et nous avons pourtant imprimé à Napoléon le respect qui le fait désirer notre alliance; et si notre dos n'avait pas été menacé par les Russes, nous lui aurions donné des leçons beaucoup plus douloureuses.

La Russie n'a jamais eu, et n'aura jamais la confiance entière de Napoléon. Il y a trop de conflits entre leurs buts réciproques.

De notre côté, il possèdera aujourd'hui le gage de confiance le plus précieux.

Il doit être assuré que le père ne voudra pas immoler son enfant.

Il peut être très-persuadé que nous ne le tromperons pas, dès qu'il nous donne la conviction qu'il est sincère avec nous, et qu'il ne voudra pas nous placer au-dessous de lui-même.

Pour se consolider lui-même, il doit garantir sa dynastie. Ses frères, et toute la race qui en pourra descendre, si nous exceptons la branche de Westphalie, ne jouiront jamais que d'égards forcés, resteront toujours la satire des Rois. Mais s'il a maintenant de postérité, elle sera composée de descendants de notre dynastie Impériale, la plus ancienne, la plus distinguée, la plus noble de l'univers. De nos souverains il peut attendre qu'ils protégeront leurs petits-fils.

De notre côté, nous nous attirons, par l'alliance avec Napoléon, l'envie et la haine de toutes les autres Cours de l'Europe. Nous partagerons, pour ainsi dire, la haine qui le persécute en Europe. Et cette haine dont nous nous chargeons, lui donne un nouveau gage de notre fidélité.

Napoléon doit encore sentir que son système politique, son Empire, son trône, ne sont consolidés, tant qu'il n'a pas solidement basé la paix avec l'Angleterre.

La guerre contre l'Angleterre l'épuise à la longue, plus que toutes ses conquêtes ne peuvent réparer. La France, et tous les pays

conquis par la France, appauvrissent peu à peu par le blocus des Mers.

La grande force armée, dont il a besoin pour conquérir, pour tenir en bride l'Europe, et pour se soutenir au trône, ne peut pas être entretenue par lui, si les mers restent fermées. La France ne peut pas l'entretenir; les pays conquis, qui sont trop épuisés, ne le peuvent non plus.

La paix avec l'Angleterre, qui lui est aussi nécessaire, il ne peut l'obtenir que par nous. Nous lui sommes donc utiles, nécessaires même, sous tous les rapports.

S'il peut se prêter à ces convictions, il doit nous mettre en état de pouvoir venir à son secours, en chaque cas arrivant, avec rapidité et efficacité.

Pour ce but, il doit nous donner des provinces cultivées, qui augmentent notre puissance disponible et prête à agir.

Les petites puissances, situées entre la France et l'Autriche, ne pèsent rien dans la balance de ses intérêts majeurs. Elles n'étaient, jusqu'ici, que des moyens de ses buts; elles ne peuvent, à l'avenir, qu'être des moyens du système commun à l'Autriche et à la France. Napoléon doit sacrifier, de ces petites puissances, tout ce qui est requis pour nous donner la force avec laquelle nous devons opérer, pour lui et avec lui.

Ces considérations justifient l'espérance qu'il nous sera aujourd'hui plus facile que jamais, de contracter avec la France une alliance ferme, sincère, et qui donne de grands résultats.

Mais à côté de cette espérance, la possibilité reste fermement placée que Napoléon, d'une manière ou d'autre, puisse mourir, avant que son alliance avec nous eût porté des fruits réels.

Ce cas doit donc toujours rester présent à nos yeux.

Le dernier résultat de toutes ces réflexions est:

que nous devons mettre, avec une activité infatigable, à profit le moment présent, et l'employer à compléter, à renforcer et augmenter notre force militaire.

Nous n'avions à côté de nous qu'une seule puissance qui nous était dangereuse, la France. Dès qu'elle sort de l'état de guerre avec

nous, toutes les petites puissances qui lui sont soumises, en Italie et en Allemagne, doivent se tenir tranquilles.

Tant que la paix entre la France et la Russie continue, la Prusse ne peut faire aucun mouvement; et de la Porte nous n'avons pas à craindre une attaque.

L'alliance avec la France suffit donc déjà par elle-même pour nous mettre dans un état négatif de sécurité.

Mais pour donner à cette alliance la première base de confiance, nos rives maritimes doivent nous être rendues, sans lesquelles il n'y a jamais sûreté au dos de notre force militaire. Entre ces restitutions il faut mettre la Dalmatie, parce que les forces placées dans cette province menacent nos rives, et les exposent au danger d'être tournées. Mais l'alliance actuelle avec la France ne nous donne aucune garantie de la paix.

Le but déjà prononcé par Napoléon de vouloir rétablir la Pologne, est un but qui nous touche de près, un but qui a la guerre entre la France et la Russie pour conséquence immédiate.

Napoléon ne peut pas nous permettre de garder la neutralité dans cette guerre. S'il avait des succès, qui nécessairement le conduiraient plus profondément en Russie, il devait craindre que nous lui tomberions au dos, avec toute notre puissance. S'il avait des revers, ou si les avantages se balançaient de part et d'autre, son flanc droit serait abandonné à notre discrétion. S'il doit se garantir contre ces dangers, il lui faut partager ses forces, et laisser en arrière contre nous un corps d'observation très-fort.

Il est donc forcé à exiger notre participation à cette guerre, et quoiqu'il serait en vues économiques très-désirable pour nous de pouvoir rester neutres dans cette guerre, l'impossibilité politique de conserver cette neutralité saute toutefois clairement aux yeux. Même considérée militairement, cette neutralité n'est pas désirable pour nous.

Elle diminuerait le respect dû à notre puissance. Il ne convient qu'aux petites puissances de rester spectateurs inactifs des entreprises importantes, et de se défendre l'immiscence, qui ne leur est jamais permise, décisive.

Ainsi, aucune issue d'une guerre entre la France et la Russie ne

peut être imaginée, qui n'eût pas une influence préjudiciable sur nos propres buts politiques.

La Russie perdrait, par le rétablissement de la Pologne, les fruits des efforts de tout un siècle, une population de six millions d'ames, un sol fertile de 8800 milles carrés géographiques, la force d'attaque contre la Porte, même la plus grande partie de sa force défensive contre cette puissance. Elle y perdrait presque toute son influence sur les intérêts de l'Europe, et la Pologne rétablie deviendrait un ennemi né et naturel de la Russie.

Il est impossible que la Russie se soumette volontairement à des pertes aussi énormes.

Elle doit hasarder, elle hasardera la dernière résistance, pour les éviter.

Quant à nous, le rétablissement de la Pologne nous est utile, même en rapports militaires. L'expérience de la dernière année nous a montré combien la Russie peut nous nuire: sans sa coopération contre nous, une paix glorieuse aurait fini cette guerre. La Russie seule avait amené tous les partages de la Pologne.

La Russie en avait tiré le plus grand profit. L'étendue territoriale de la Pologne était, avant les partages, de 1200 milles carrés.

La Russie, seule, s'en est approprié plus de deux tiers. La Russie s'est chargée solidairement, dans les traités de partage, de la garantie des partages. Et c'est la Russie qui les a enfreints le premier. C'est elle qui, dans la Paix de Tilsit, a mis la première base du rétablissement de la Pologne, et qui non obstant une mesure qui lui était aussi dangereuse, a pu la consolider en s'unissant étroitement à Napoléon. C'est encore la Russie qui, dans la même Paix de Tilsit, a pu détruire les partages de la Pologne, en acceptant une partie de la partage de la Prusse. Elle fait aujourd'hui une nouvelle infraction aux partages, en acceptant une partie de notre part. Elle fait cette nouvelle infraction, sans y être aucunement forcée. Elle a laissé faire, sans la moindre opposition, elle a consenti même que par la cession de notre Gallicie occidentale, et d'une partie de la Gallicie orientale, le second grand pas vers le rétablissement de la Pologne a été consommé. Tout ce qui pourra être fait ultérieure-

ment pour le rétablissement de la Pologne, ne sera qu'une conséquence des premières bases de ce rétablissement, posées par la Russie.

Nous ne pouvons pas permettre que les partages de la Pologne restent pour nous seuls sans effets.

Comme nous avons dû faire d'énormes restitutions de notre part aux partages, la justice et notre intérêt commandent que la Russie fasse des restitutions au moins également grandes de sa part, et que par là elle soit rééloignée de nos frontières, auxquelles nous ne pouvons permettre d'être limitrophes de la Russie, que tant que la garantie solidaire des partages de la Pologne fondait la base, sinon d'une alliance, au moins d'un intérêt commun à l'Autriche, à la Russie, et à la Prusse.

Les Carpathes sont notre frontière naturelle; nous pouvons, sans affaiblir notre frontière militaire, rendre à la Pologne tout ce qui est situé, en Gallicie, aux pieds des Carpathes.

Je souhaiterais qu'en cédant la Gallicie orientale, la ville de Cracovie peut nous être rendue.

Elle est située dans une plaine, mais quand elle est garnie d'une forteresse, à laquelle le terrain est favorable, nous gagnons une base d'opérations vers le bas de la Vistule. On peut tracer, d'un point à la Vistule un peu au-dessus de Cracovie, au Comitat d'Arva, une bonne frontière militaire, qui ne couperait de la Gallicie, et nous réserverait, que le Cercle de Mesternice. Si nous étendons, après, les limites du Comitat de Marmarosch un peu au nord et à l'est, et le faisons tomber, de dix à douze milles plus au nord, dans les limites de la Buccovine, nous gagnons une frontière militaire très-bonne vis-à-vis de la Pologne rétablie.

Nous perdrons donc, par la restitution de la Gallicie orientale, à peu près 1300 milles carrés, et trois millions d'habitants.

Ce qui doit nous être donné en dédommagement de cette cession, n'appartient à ma considération que sous le point de vue d'améliorer notre frontière militaire.

Je ne puis pas concevoir pour nous une bonne frontière militaire sans y comprendre les duchés de Venise et de Mantoue, la rétrocession du Tirol s'entendant de lui-même.

Quand nous récupérons le Venise et le Mantouan, nous ne

gagnons aucun agrandissement; nous ne regagnons que ce qui nous était enlevé par des guerres malheureuses.

Nous possédions, avant ces guerres, les deux Gallicies, le Venise, le Mantouan, le Tirol et l'Illyrie. Le Venise était le dédommagement pour des anciennes, quoique éloignées provinces.

Nous devons donc toujours demander un équivalent pour les deux Gallicies. Par la Gallicie occidentale nous avons perdu 900 milles carrés, et 1,300,000 habitants.

Tout l'équivalent qui nous est dû importe donc 2200 milles carrés, et 4,300,000 habitants.

De la Silésie prussienne il n'y a que la partie supérieure, jusqu'à deux milles au-dessous de Katzbach, qui ait pour nous une valeur militaire.

Mais toute la Silésie est notre ancienne domaine. Sa récupération devra tôt ou tard se faire, sans qu'on puisse nous la mettre en compte de dédommagement.

Mais la Moldavie, la Valachie, la Bessarabie, la Bosnie, la Serbie et la Bulgarie, en nous complétant la domination de notre domaine, le Danube, et en nous donnant de l'autre côté le Dniestre pour frontière, achèveraient d'assurer parfaitement notre frontière militaire.

La guerre contre la Russie une fois commencée, doit être dirigée de manière que la Russie soit entièrement exclue de toute intervention dans les affaires de l'Europe. La Porte pourrait être dédommagée par la Crimée, et par les provinces qui portent aujourd'hui le nom de Nouvelle-Russie, et qui sont situées entre le Dniestre et le Dniepre.

Je ne puis pas nier que les provinces turques que je viens de nommer ne pourront, qu'en étendue territoriale, balancer la perte des deux Gallicies; qu'elles ne peuvent la balancer, ni en population ni en revenus; que non obstant la grande fertilité d'une partie de ces provinces, il demandera des sommes énormes de les mettre en culture.

Mais je ne parle que des vues purement militaires, qui seules sont ma vocation.

Tous ces souhaits de l'achèvement et de la garantie de nos fron-

tières militaires, dépendent toutefois en dernière instance de la guerre contre la Russie, de la rupture entre la France et la Russie, et de notre coopération la plus active dans cette guerre.

Mon devoir officiel est de projeter les plans de cette coopération.

Avant de pouvoir en projeter les moyens nécessaires et l'exécution, je dois commencer par donner des buts fixés à ces plans.

J'examinerai donc ce que nous aurons à conquérir; comment nous devons le conquérir; et de quelle manière nous devons partager la guerre contre la Russie, entre nous et la France.

Dans cette répartition de la guerre, mon premier point de vue doit être d'éviter le passage des troupes françaises par notre pays, et d'éviter entièrement la réunion des troupes françaises et autrichiennes dans un seul corps actif, composition qui ne produit que trop facilement des mésentendements et la discorde.

Pour atteindre ces buts, il me paraît indispensablement nécessaire de nous charger entièrement de la guerre au midi, et d'abandonner à Napoléon absolument celle au nord. Mais entre les deux attaques, l'une à l'aile gauche de la guerre par les Français, et l'autre à l'aile droite par nous, une troisième doit être faite au centre et sortir de la Pologne.

L'attaque centrale, parce qu'elle conduit directement à la reconquête des provinces arrachées à la Pologne, doit être faite par les troupes polonaises; les troupes des petites puissances allemandes doivent se joindre aux polonaises, ne fût-ce que pour rendre une insurrection en Allemagne, au dos des armées combattantes, vaine et inefficace.

Nous pourrions alors compter:

60,000 Polonais,
20,000 Saxons,
25,000 Bavares,
12,000 Wurtembergeois,
15,000 Westphaliens,
8,000 petits - contingents.

En tout 140,000 hommes. Cette force, étant composée de troupes aussi différentes, formerait toujours une armée imparfaite

dans son intérieur. Il faudrait donc qu'un corps d'une des puissances directrices joignît ses troupes, et que le chef de ce corps donnât l'unité à une armée composée de tant de troupes différentes.

Un corps de 40 à 60 mille hommes, ou français ou autrichiens, devrait donc joindre cette armée aussi diversement alliée.

La besogne d'amalgamer une troupe aussi composée et de l'employer à la guerre, est très-odieuse, et s'il est possible nous devons l'abandonner aux Français. Ils se sont déjà mis au-dessus de toutes les considérations, vis-à-vis de ces petites puissances; ils les ont déjà habituées à leur obéir aveuglément; il leur sera facile de se conserver dans la possession de cette obéissance, que nous devrions premièrement conquérir, et que nous ne conserverions jamais aussi sûrement que les Français l'ont déjà forcée.

La distribution des opérations de la guerre la plus favorable pour nous serait donc, si la guerre au sud nous était abandonnée entièrement, et si nous pouvions employer à cette guerre toutes nos forces. Nous aurions alors à distinguer deux cas différents.

Il n'est pas à douter que la Russie, dès qu'elle apercevra que le rétablissement de la Pologne devra être exécuté par la force, se hâtera de faire la paix avec la Porte et l'Angleterre, et qu'elle sera contrainte de faire cette paix.

La Russie aurait déjà long-temps dû observer la conduite double des Agents français à Constantinople, les fréquentes promesses d'amitié et d'intégrité faites par la France à la Porte, pendant que celle-ci fait la guerre à Russie; elle aurait dû en prendre les motifs d'éviter, par une paix prompte avec la Porte, une perte de forces plus grande; elle n'aurait, dans les circonstances actuelles, jamais dû entreprendre des agrandissements territoriaux, qui affaiblissent ses forces défensives.

Mais quand la Russie conclut à présent aussi tard cette paix, il s'agira, pour nous et nos opérations militaires, de savoir si la Russie ne fera la paix que pour avoir un ennemi de moins à combattre; ou si elle fera en même temps une alliance avec la Grande-Bretagne et la Porte.

Ce sont les deux cas que nous avons à distinguer. Le dernier cas nous serait le plus favorable. Notre but est de conquérir, non

pas de la Russie, mais de la Porte, l'achèvement de notre territoire jusqu'à la Mer Noire.

Si la Russie fait avec la Porte la paix, sans alliance, nous devons, pour atteindre notre but, déclarer la guerre à la Porte, et nous n'avons aucun prétexte de le faire. La France devrait alors amener ce prétexte. Mais elle ne le fera pas, parce qu'elle perdrait, par notre guerre contre la Porte, notre coopération contre la Russie, et les forces qu'elle emploierait contre la Russie devraient être alors plus grandes. Le système de la France a été de tout temps, et il sera toujours de désunir et d'isoler les puissances européennes, pour les culbuter l'une après l'autre. Conformément à ce système, elle continuera ses protestations amicales envers la Porte, jusqu'à ce qu'elle aura culbuté la Russie.

Au cas donc que la Russie et la Porte feraient la paix, sans alliance, la France exigerait de nous d'ajourner nos buts contre la Porte, et d'envahir la Russie méridionale, pour finir la guerre dans une seule campagne; et elle nous promettra de vouloir forcer la Russie à lui céder la Crimée et la Nouvelle-Russie, et ensuite la Porte à échanger les provinces que nous désirons, contre celles qui auront été arrachées à la Russie.

Mais au cas où la Russie fait l'alliance avec la Porte, nous rendons à la France, dans la guerre contre la Russie, un service essentiel quand nous attaquons l'allié de la Russie; et tout ce que la France pourra prétendre dans ce cas de nous, sera de nous charger entièrement de cet ennemi. Et alors nous viendrons au chemin de faire les conquêtes auxquelles nous visons.

L'alliance entre la Russie et l'Angleterre peut nous être indifférente. L'Angleterre ne peut servir la Russie, dans cette guerre continentale, qu'avec de l'argent et des diversions. Alliée de la Russie ou non, l'Angleterre donnera toujours à la Russie de l'argent pour faire la guerre contre la France. Et sans les secours pécuniaires de l'Angleterre, la Russie, ruinée pour avoir fermé ses ports aux Anglais, ne pourra même faire une campagne. Les diversions de l'Angleterre ne peuvent jamais être dirigées contre nous, ne peuvent être dirigées que contre la France; et l'Angleterre, alliée de la Russie,

n'en fera que celles qu'elle-aurait également faites, sans être alliée de cette puissance.

Il est difficile à croire qu'une alliance entre la Russie et la Porte pourra être conclue. La Porte est encore aujourd'hui en guerre avec l'amie de la France, la Russie; elle est étroitement liée avec l'ennemi implacable de la France, la Grande-Bretagne, et pourtant ni la France a rompu avec la Porte, ni celle-ci avec la France.

Toute démonstration d'une attaque de la France contre la Porte, qui aurait forcé celle-ci à opposer une partie de ses forces à la démonstration, aurait servi à la Russie comme diversion. La France n'a pas rendu à la Russie un service si peu coûteux. Elle aurait pu réellement déclarer la guerre à la Porte; elle aurait pu, du côté de la Dalmatie, par la Hertzegovine envahir la Bosnie, au moins y menacer une invasion. Elle n'a fait rien de tout cela.

La France, qui ne veut nulle part où ses Agents résident souffrir des Agents britanniques, laisse résider sa Mission à Constantinople, pendant que les Agents Anglais y prédominent.

Et la Porte continue aussi, pendant une guerre contre le seul allié formel de la France, les formes amicales envers la France, et elle évite soigneusement de s'attirer une seconde guerre, quoique moins dangereuse.

Si la Porte observe cette conduite, pendant la guerre contre la Russie, il n'est pas à croire qu'elle changera de conduite, quand elle verra éclater une nouvelle guerre contre la Russie, et qu'elle se verra relevée dans le combat contre la Russie par une autre puissance.

Elle ne trouvera aucun motif de prêter des secours à son ennemie surannée, et de lui conserver des forces qu'elle tournerait dans la suite de nouveau contre la Porte. Elle le croira lui être très-utile que la Russie sera affaiblie; que la Pologne, qui dans toutes les guerres contre la Porte a fourni la subsistance aux troupes russes, sera arrachée à la Russie, et qu'un nouvel ennemi éternel et naturel de la Russie sera régénéré en Pologne.

La Porte restera donc spectatrice tranquille de la guerre contre la Russie.

Il n'est donc pas à espérer que la Porte en s'alliant à la Russie,

se laissera entraîner dans la guerre contre la Russie, comme alliée de la Russie.

Mais au but de la France, de rétablir la Pologne, il est essentiellement utile que la paix entre la Russie et la Porte soit empêchée.

Car alors la Russie ne peut que faiblement, et avec une partie de ses forces, s'opposer au rétablissement de la Pologne. Elle devra alors laisser agir contre les Turcs au moins 60 mille hommes. La force qui lui restera contre la France pour s'opposer au rétablissement de la Pologne, se réduira à une armée de tout au plus 120 mille hommes de troupes réglées, et à une cohue de 150 à 200 mille barbares asiatiques non disciplinée, non exercée, et même dans le sens asiatique mal armée.

La Russie vient d'avoir sacrifié, en Finnie, le noyau de ses troupes. Par la reclusion de ses ports, par les guerres contre la Suède et la Porte, elle est tellement épuisée que la France seule, la France, avec ses esclaves allemands, pourrait forcer la Russie, sans notre coopération, à restituer les provinces jadis polonaises, si les pertes qu'elle a souffertes dans la dernière guerre contre nous, ne lui avaient pas commandé de nous respecter, et lui donné la conviction qu'elle ne peut pas oser une entreprise contre la Russie, sans notre participation, et sans s'être préalablement assuré par notre participation le dos et l'aile droite.

Mais si la France réussit à empêcher la paix entre la Russie et la Porte, notre coopération au rétablissement de la Pologne ne nous avancera d'aucun pas vers nos buts. Nous tombons, de la Gallicie, sur la Russie; nous marchons sur Kiew; nous conquérons la rive droite du Dniepre, non pas pour nous, mais pour la Pologne; pendant que les Français et les Polonais font la conquête des provinces septentrionales, arrachées à la Pologne. Nous n'aurons pas rendu ce service, sans avoir préalablement reçu des promesses de rémunération. La France nous aura promis la seule indemnité qui pourra nous être utile, les provinces turques qui complètent notre frontière; mais quelle garantie aurons-nous de l'accomplissement de ces promesses? Quelle garantie, dans le cas supposé où la Porte reste en guerre contre la Russie? où la Porte, en continuant la guerre contre la Russie, aura essentiellement facilité le rétablissement de la Po-

logne ? où elle fera pareillement des demandes de reconnaissance ; où elle aura pareillement reçu des promesses de dédommagement ?

Je n'ignore pas combien les prétentions de reconnaissance sont faibles entre les Gouvernements, et combien faibles sont celles qui ont été faites par la France ; mais chaque rupture, chaque prétention doit pourtant avoir quelque prétexte. Et sous ce rapport, je ne vois, dans le cas supposé de la continuation de la guerre entre la Russie et la Porte, de forme plus convenable pour nous procurer les provinces Ottomanes qui nous sont nécessaires, que la conquête d'une partie suffisante des provinces méridionales russes, jusqu'à la Mer Noire, et l'échange des ces conquêtes contre les provinces dont nous avons besoin.

Dans ce cas, nous devrions donc nous charger de la conquête de la Russie méridionale, diriger notre attaque contre des provinces où nous trouverions pleine subsistance, et une guerre facile.

Par cette attaque nous couperions les troupes russes, combattantes contre les Turcs, de toute ressource ; nous les forcerions à éviter d'être enfermées et forcées à capituler ; nous les forcerions à évacuer le plus promptement possible la Moldavie et la Valachie, pour atteindre avant nous la Podolie et Kiew. Mais si nous avions à temps et avec rapidité envoyé, par la Hongrie, un corps de 60 mille hommes en Valachie, la retraite dans leur pays serait coupée aux Russes, leur armée en Valachie n'aurait d'autre choix que de se rendre, et cette armée ne pourrait nous faire plus aucun obstacle dans la conquête de la Russie méridionale.

Ces provinces ont une grande abondance en grains et en bétail. Une armée nombreuse y trouve subsistance suffisante.

Mais dès que l'armée russe, combattante contre les Turcs, aurait été mise hors de combat, les Turcs de leur côté pourraient aussi envahir la Russie, prendre Oczakow, conquérir la Nouvelle-Russie, la Crimée même ; et alors notre but, d'échanger la Nouvelle-Russie et la Crimée contre des provinces Ottomanes, rencontrerait de nouveaux obstacles.

Le cas donc où la France empêcherait la paix entre la Russie et la Porte, et la Russie aurait à faire la guerre à la fois à la France, à la Porte, à la Pologne, et à l'Autriche, nous serait aussi défavo-

nable que dans ce cas le meilleur parti que nous pourrions prendre, serait d'insister à rester neutres dans la guerre contre la Russie, et de déclarer la guerre à la Porte pour donner à la France une garantie que nous n'entreprendrions rien contre elle, pendant qu'elle fera la guerre à la Russie. Mais le même cas dont je parle contient pour la Russie de si grands dangers, qu'il est impossible qu'elle permette qu'il arrive, et qu'elle doit, s'il lui est absolument impossible de faire la paix avec la Porte, contre le gré de la France, plutôt souscrire, sans coup férir, au rétablissement de la Pologne.

L'espérance qu'on nous fait entrevoir qu'un prince de la maison d'Autriche pourra obtenir la couronne de Pologne, si elle n'était trop vaguement manifestée pour pouvoir y entrer, augmenterait sans doute les motifs de contribuer au rétablissement de la Pologne. Mais comme le prince auquel on veut paraître viser n'a pas d'héritiers, cet avantage ne serait que temporaire et précaire. Et même si la France assurait le trône de la Pologne, pour toujours, à une seconde génération de notre maison Impériale, ce service ne devrait jamais nous faire perdre de vue les intérêts de la monarchie-mère, et ses frontières militaires.

Les résultats de toutes ces réflexions sont les suivants :

1. La Russie ne rendra pas, de bon gré, les provinces arrachées à la Pologne.

2. La France ne pourra pas forcer cette restitution, sans notre coopération.

3. Nous pouvons lui accorder notre coopération. Le rétablissement de la Pologne nous est utile et favorable, en égard au système dangereux pour nous lequel la Russie a adopté, et qu'elle a déjà suivi dans la Guerre de sept-ans, ensuite à la fin de la dernière guerre contre les Turcs, après dans la Campagne de 1799, après dans la prise des bouches de Cattaro, et en dernier lieu l'année passée.

4. Nous pouvons faire, au rétablissement de la Pologne, le sacrifice de la plus grande partie de la Gallicie orientale.

5. Nous pouvons assister la France, dans le rétablissement de la Pologne, avec toutes nos forces militaires.

6. Nous devons recevoir dédommagement ample, pour le sa-

crifice d'une grande province, et pour la dépense d'hommes et d'argent que la guerre contre la Russie nous coûtera.

7. Le seul dédommagement qui pourra nous convenir, sera l'acquisition de la vallée du Danube, jusqu'aux débouches de cette rivière dans la Mer Noire.

8. Ce dédommagement ne peut nous être donné par la Pologne; il ne peut pas être requis sur la Russie: la Porte devra le donner.

9. La France, qui désire le rétablissement de la Pologne, doit nous le procurer.

10. Il y a peu de vraisemblance que la France pourra nous procurer cette acquisition, sans une guerre contre la Porte. La Porte deviendra, par la perte de ces provinces, aussi faible en Europe qu'elle ne pourra long-temps espérer de se maintenir en Europe.

11. Cependant, nous ne devons entrer dans aucune coopération au rétablissement de la Pologne, sans être sûrs de cette acquisition.

12. Nous devons nous charger nous-mêmes de la guerre qui pourra nous la procurer.

13. C'est une coopération suffisante pour la France, si nous faisons à la Porte la guerre pour faire cette acquisition, pendant qu'elle forcera par les armes la Russie à rétablir la Pologne. Car notre guerre contre la Porte donnera à la France pleine assurance que nous ne pourrons rien entreprendre, au dos et contre l'aile droite de ses armées combattantes la Russie. Et la France n'a besoin que de cette assurance, pour atteindre son but.

14. Si la France empêche la paix entre la Russie et la Porte, nous ne sommes plus ses seuls alliés, dans le projet du rétablissement de la Pologne.

Si nous sommes empêchés de faire la guerre à la Porte, nous perdrons la seule acquisition qui peut nous être utile.

Dans ce cas, nous devons nous refuser à la coopération au rétablissement de la Pologne; cacher notre souhait de la voir rétablie; relever l'importance des pertes que nous avons faites, depuis la perte de la Silésie; flatter la Russie; attendre que la France nous fasse des persuasions et des propositions, et ne céder la Gallicie, et ne promettre notre coopération, qu'après de longues persuasions, et après avoir obtenu le seul prix qui nous convient.

15. Nous devons même refuser d'accepter le trône de Pologne pour un cadet de la maison Impériale, tant que ce prix ne nous est pas assuré.

16. L'unité de notre système, par rapport au rétablissement de la Pologne, sera donc :

Neutralité envers la Russie — guerre contre la Porte.

17. L'unité du but de notre système sera :

L'acquisition de la vallée du Danube.

18. Il s'en suit que nous ne céderons la Gallicie, qu'après avoir obtenu la possession assurée de cette vallée.

19. Il s'en suit encore que nous devons employer à cette acquisition, tout ce que la Gallicie pourra fournir de ressources militaires et pécuniaires.

20. Il s'en suit encore que nous devons, dès aujourd'hui, vendre tous les domaines, tous les biens ecclésiastiques et commerciaux qui se trouvent en Gallicie.

21. Nous devons conquérir la vallée du Danube, avec la plus grande célérité; organiser chaque partie conquise d'une manière qui nous attache les habitants, au point que nous puissions compter sur leurs ressources, même au cas où la France, après avoir obtenu son but du rétablissement de la Pologne, nous envierait l'acquisition.

22. Il s'en suit encore que plus lentement le rétablissement de la Pologne sera exécuté, plus nous gagnerons de temps pour nous affermir dans la possession de nos conquêtes.

23. Il ne s'en suit pas que nous devons, d'une manière active et prononcée, arrêter le rétablissement de la Pologne, et y affaiblir la confiance de la France.

24. Mais il s'en suit que, sans y être invités, nous ne devons rien entreprendre qui puisse accélérer le rétablissement de la Pologne, et que nous devons éviter, autant que possible, de contribuer à l'accélération. La neutralité envers la Russie, si nous la prononçons avec fermeté, en donnera la plus grande facilité.

25. Nous ne devons, sous aucune condition, nous laisser forcer à contribuer au rétablissement de la Pologne. Nous devons nous opposer, avec toutes nos forces, à toute contrainte qui pourrait nous être menacée.

Si ces résultats gagnent l'approbation de Votre Excellence, il s'en suivent, pour le département militaire, les règles de conduite suivantes :

I. Elle doit diriger toutes ses préparations sur une guerre prochaine.

II. Elle doit projeter et fixer les plans d'opérations de la guerre contre la Porte.

III. Elle doit préparer, dès aujourd'hui, les moyens de ces plans d'opérations.

Ces moyens se distinguent, en moyens généraux de la guerre, et en moyens particuliers de la guerre contre la Porte.

Pour procurer aux réflexions de V. E. un point de repos, je traite chacun de ces objets dans un Mémoire particulier.

Vienne le 30 mars 1810.

(C. D. E.)

2. 3.

Die Kaiser Alexander und Franz an den König von Bayern
über dessen Beitritt zum großen Bunde, d. d. Teplitz am
23. September 1813.

M. mon frere. La réponse de V. M. vient de m'être remise. Les dispositions qu'Elle m'annonce, la confiance précieuse qu'Elle témoigne, m'ont vivement touché. V. M. ne regrettera jamais de s'être livrée, avec un tel abandon, aux sentiments que jé lui porte. Uni avec l'empereur d'Autriche par les liens les plus indissolubles, je n'hésite pas à accéder à toutes les propositions qu'il va faire à V. M., et à donner ma garantie aux transactions qui en seront le résultat. Le retour d'un ordre de choses qui assure à l'Europe un long intervalle de paix et de bonheur, forme le but vers lequel tendent tous nos efforts. Je regarde la force et l'indépendance des Puissances intermédiaires comme le premier moyen de l'atteindre. Cette importante considération rend indispensable que les frontieres de l'Autriche soient mieux établies, sous le rapport militaire, ce qui ne saurait être obtenu que par des arrangements à prendre avec V. M. Elle envisage, sans doute, l'état actuel des choses d'un point de vue trop élevé, pour ne pas en être convaincu; et moi, je suis trop franc, pour ne pas m'expliquer envers Elle sans la moindre réserve, sur un objet aussi délicat. *Mais l'indemnisation la plus complète, calculée sur les proportions géographiques, statistiques et financières du pays cédé, sera formellement garantie à V. M., afin qu'un pareil échange ne puisse même que tourner à son avantage; car Elle ne se déferait que de celle de ces provinces qui ne s'amalgame guère avec les autres parties de ses Etats, et où le voeu de retourner à leurs anciens maîtres est trop fortement nourri dans le*

coeur de chaque habitant, pour que l'esprit d'insurrection ne suscite des embarras continuels au gouvernement.

Loin de vouloir que par là la puissance de la Bavière éprouve la moindre diminution, mon attachement pour V. M. me fera plutôt trouver un moyen d'agrandissement pour Elle, dans les changements que les circonstances pourraient réclamer. Il serait difficile que je lui fournisse, dans ce moment, des preuves plus prononcées combien j'ai ses intérêts à coeur, et aussitôt que les arrangements préliminaires avec l'Autriche auront été signés, je serai prêt à faire conclure, avec toute personne qu'Elle voudra envoyer à mon quartier-général, des engagements basés sur les principes que je viens de développer. J'attends, en revanche, une coopération active et immédiate de la part de V. M. Les moments sont précieux. Les assurances si positives qu'Elle m'a données, m'autorisent à compter sur son empressement à les saisir. Dans le cas contraire, et si la plus belle chance pour la délivrance de l'Europe devait être perdue, S. M. sentirait que je ne serais plus le maître de réaliser à son égard des vues dictées par l'amitié, et confirmées par la politique de tous mes alliés. Les arrangements militaires qui vont être proposés à V. M., doivent lui inspirer toute confiance, et ajouter une nouvelle preuve en faveur des principes qui nous guident.

Je réitère à V. M. l'assurance, V.

Teplitz le 11/25 septembre 1813.

Alexandre.

à

S. M. le roi de Bavière,

M. mon frère.

M. mon frère. Je ne saurais me refuser à la satisfaction de témoigner directement à V. M. les sentiments qu'ont réveillés en moi les dernières ouvertures du gal. de Wrede.

Après des années de calamités et de malheur, nous nous approchons de l'époque de leur terme. Les rapports entre les Puissances se trouveront replacés dans leur assiette naturelle; les Souverains pourront vouer au bien-être de leurs peuples, des soins et des moyens que de funestes guerres ont, depuis vingt ans, détournés de ce but. Le sang de nos sujets ne coulera plus pour la défense continuelle de nos droits les moins contestables, ou pour le renforcement

d'une Puissance qui a fait un si cruel abus de sa prépondérance. V. M. semble appelée par la Providence à consommer la grande oeuvre, par une décision, que réclament également sa gloire et l'intérêt de son peuple.

Il serait inutile de donner à V. M. des assurances nouvelles sur les principes qui guident ma marche politique, dans l'importante crise du moment. Le retour à un état de paix stable forme le seul but de mes efforts. La franchise de mes explications, en suite des ouvertures que le Cabinet de V. M. a faites au mien, dans les premiers mois de la présente année, et le développement de ma marche politique, depuis cette même époque, n'ont pu Vous laisser des doutes, M. mon frère, sur ma véritable pensée. Les faits ont prouvé que je ne me suis décidé à la voie des armes, qu'après avoir épuisé toutes les chances d'arriver à une paix, telle que la réclamait l'intérêt de l'Europe. Si la France eût voulu la paix, elle l'aurait eue. Elle m'a fait faire, depuis la rupture des négociations, des propositions tendant à une négociation pour la paix générale. J'y ai répondu, sans dévier de mon point de vue inaltérable. La France n'arrivera plus à la paix, qu'en devenant sobre et juste; les Puissances seront libres, et maîtresses chez elles. C'est pour leur indépendance, autant que pour la mienne, que je fais la guerre, et si V. M. lie sa cause à celle de l'Europe, je ne poserai les armes, qu'après avoir assuré à la Bavière ses dimensions actuelles, et sa parfaite indépendance. Le prince de Reuss reçoit, par le présent courrier, des pleins-pouvoirs pour traiter et signer tous les arrangements entre nous. Les rapports de confiance intime qui existent entre l'empereur de Russie et moi, me font accepter d'avance la garantie qu'il offre à V. M. Le jour où les nouveaux rapports seront rétablis entre Elle et moi, sera le premier d'une ère qui ne peut qu'assurer le bonheur de nos couronnes.

Recevez, M. mon frère, les assurances du sincère attachement et de la considération très-distinguée, avec V.

Teplitz le 23 septembre 1813. (Signée:) François.

à

S. M. le roi de Bavière,

M. mon frère.

4.

Actenstücke über die letzten Tage Schills und seiner Gefährten, eingesendet aus dem deutschen Norden von dem Grafen Ferdinand Ernst von Waldstein = Dux, ehemals kurfürstlichen und deutschordischen Geheimerath, zugleich Obristen im britischen Fußvolk. (Mit einem Nachtrag.)

Stralsund, den 30. Mai 1809.

Am 25. dieses rückten die Schillschen Truppen in Stralsund ein. Mit welchem Muth sie gegen die auf ihrem Marsche hierher aufgestellten Truppen gefochten, zeigten die hier eingebrachten Gefangenen, eroberten Gewehre u. c., auch gaben sie hier einen Beweis ihrer Bravour, indem eine kleine Anzahl Cavallerie auf die in der Stadt bei der französischen Artillerie = Caserne sich gestellten französischen Kanoniere eindrang, die sich mit vier Kanonen und kleinem Gewehrfeuer vertheidigten, aber bald überwunden wurden.

Herr Major von Schill würde die Bülletins der Armee bekannt gemacht haben, wenn ihm nicht die Wiederherstellung der Festung alle Zeit raubte. Die Franzosen haben geglaubt, Alles gethan zu haben, indem sie die Festungswerke haben schleifen lassen, bald werden sie nun wieder hergestellt sein. Es wird Tag und Nacht daran gearbeitet. Herr Major von Schill hat versprochen, Stralsund zu einem zweiten Saragozza zu machen. Ein großer Theil der Landwehr hat sich schon versammelt und ist voller Muth, sich aufs Tapferste gegen einen etwa andringenden Feind zu vertheidigen.

Die Soldaten beziehen mit den Bürgern die Wache. Ihr Betragen ist sehr musterhaft. Man hört von keinen Excessen. Laut Verordnung erhalten sie täglich ein Pfund Fleisch und Zugemüse, anderthalb Pfund

Brod, zwei Bouteillen Bier und drei Gläser Brantwein. Es wird nichts requirirt, als was nicht unumgänglich nothwendig ist.

„Mit 450 Husaren ohne Munition und Feuersteine verließ ich Berlin. Ich nahete mich Wittenberg, ließ meine Husaren abfügen und wollte damit stürmen. Es kam zwischen dem Commandanten und mir zu einer Convention, vermöge welcher er mich 20 Schritt unter seinen Kanonen die Elbe passiren lassen, und 2000 Thaler Löhnungsgelder nachschicken mußte, deren ich sehr bedürftig war. Ich nahete mich Magdeburg bis auf eine Meile, um die Stimmung der Einwohner zu erforschen. Vor dem Dorfe Doderndorf erfuhr ich, daß der Feind mit beiläufig 1800 Mann Infanterie und zwei Kanonen entgegengerückt sei. Ich frug die Husaren, ob sie ihn angreifen wollten; es war ihr einstimmiger Wille. Der Feind war größtentheils mit einer Brustwehr versehen, und hatte seinen rechten Flügel an der Chaussée an eine Brücke angelehnt, wo er, wie in seiner Fronte, zwei Kanonen hatte. Die Husaren, welche den linken Flügel attaquirten, überfielen mehrentheils rücklings, wegen der steilen Anhöhen, die dem Feinde zur Brustwehr dienten. Hier stand auch ein Bataillon Nationalfranzosen. Die Husaren eilten um die Flanke des Feindes herum und drangen zum Theil in dessen Rücken, wie zwei mitgenommene Pulverkarren bezeugten. Mit mehrem Erfolge attaquirten anderthalb Escadrons auf dem rechten Flügel, der gänzlich umgeritten und gefangen wurde. 1 Oberst, 18 Offiziers, 400 Gemeine, nebst einem dritten Pulverkarren, ja sogar die Prozen vor den Kanonen fielen uns in die Hände. Die Kanonen selbst konnten nicht fortgebracht werden, weil das Gefecht wegen meines eigenen Verlustes aufhören mußte, der in einem Drittel meiner Pferde und 5 Offiziers bestand, die ich auf dem Plage ließ, die Blessirten ungerechnet, die ich im Dorfe verlor, als das französische Bataillon bis auf den Kirchhof von uns verfolgt wurde. Dieser bedeutenden Affaire ist es zuzuschreiben, daß der Feind mich so wenig bis zur kleinen Feste Dömitz verfolgte. Da mir dieser Anlehnungspunkt sehr erwünscht sein mußte, forcirte ich ihn und ließ ihn in besten Vertheidigungsstand setzen. Allein die Munition fehlte, und die Lavetten der Kanonen waren verfault. Da vom Insurgiren nicht viel zu erwarten war, richtete ich meine Wünsche auf Stralsund, um dadurch mit den brittischen Schiffen in Verbindung zu kommen. Meinen Marsch zu maskiren, behielt ich Dömitz mit

5—400 Mann schlecht bewaffnete Infanterie besetzt, welche ich allda gesammelt hatte, und eilte pfeilschnell mit dem Corps nach Wismar, um den an der Elbe gesammelten 6000 Holländern und Dänen mit einigen Märschen zuvorzukommen. Von Wismar detachirte ich zwei Escadrons an die Elbe zurück, um den Feind irre zu machen, und die Besatzung von Dömitz aufzunehmen, welche am 23. d. M. diesen Platz verlassen hatte, nachdem er von einem Corps Holländer 9 Stunden lang stark beschossen und in Asche verwandelt worden. Da nun der Feind glaubte, ich würde nach Hamburg marschiren, so ließ er sogar die mir über die Elbe nachgeschickten Truppen diesen Fluß repassiren und nach Lüneburg aufbrechen. Ich eilte Tag und Nacht Stralsund zu. Am 24. d. M. Nachmittags ein Uhr stieß ich bei Dammgarten auf den Feind. Dieser Paß war mit 2 Kanonen und 8 Compagnien besetzt. Nach einem Gefechte von zwei Stunden ward er forcirt, und beinahe die ganze Besatzung gefangen gemacht. 1 Major, 33 Offiziers und 600 Mann fielen in meine Hände. Da der Feind den größten Theil seiner Stärke für diesen Posten, und jenen von Triebsees und Richtenberg aus Stralsund gezogen hatte, so mußte ich mit Anspannung aller Kräfte nach Careni eilen, um Triebsees und Richtenberg von Stralsund abzuschneiden. In Careni verweilte ich kaum zwei Stunden, um mit Anbruch des Tages vor Stralsund zu kommen. Nur 15 Husaren und 30 Uhlanen mit den besten Pferden konnten dies ausführen, alles Übrige konnte nicht so schnell folgen. Damit drang ich in Stralsund ein, und fand in der Gegend des Zeughauses zwei Compagnien Nationalfranzosen aufmarschirt und im Anschlagen begriffen. Bis auf zehn Schritte hielten wir ihr ganzes Feuer aus; sie waren aber nicht zu sprengen, weil sie mit dem Rücken an das große Gebäude gelehnt standen, und ihr Feuer unter meinen Leuten gewirkt hatte. Mit dem Reste suchte ich, in kleine Trupps abgetheilt, die Straßen zu behaupten, und nach einer Stunde kam das ausgezeichnete Detachement reitender Jäger, 40 Mann stark, mit verhängten Zügeln angesprengt. — Ich ließ sie auf dem Markte absetzen und postirte sie in die Ecken der Straßen und Häuser. Ihr Feuer war so wirksam und lebhaft, als möglich; dennoch wich der Feind nicht. Da die Sache schon eine üble Wendung zu nehmen begann, blieb mir das einzige Mittel übrig, die Uhlanen und Husaren absetzen und den Feind zu Fuß angreifen zu lassen. Es gelang, wir brachen ein und derangirten den Feind gänzlich. Nach Verlauf einiger Stun-

den kam der Rest meiner Leute an, und ich ließ sofort die Insel Rügen besetzen, wo, so wie auf der Straße nach Wolgast, mehrere Gefangenen gemacht wurden. Noch an demselben Tage wurde die Befestigung des Orts angefangen, und ich bin damit so weit vorgerückt, daß ich den anmarschirenden 6000 Mann ruhig entgegen sehe. Ich habe mich einer außerordentlichen Menge von Geschütz und aller Arten von Kriegsbedürfnissen bemächtigt. Die Wiederherstellung der geschleiften Werke geschieht mit solchem Erfolg, daß das demolirte Stralsund gleich einem andern Saragossa nicht allein gegen das anrückende Corps von 6000 Mann, sondern auch gegen ein größeres sich auszeichnen wird. Ich habe dreimal vergebens meine Offiziers zur See abgeschickt, um den brittischen Schiffen die Wegnahme des Places, und der Insel Rügen bekannt zu geben; sie kehrten, ohne ein einziges gesehen zu haben, zurück. Wenn nur 1000 Engländer bei Wismar oder Rostock gelandet wären, so könnte das anrückende Corps gänzlich vernichtet werden. Ich werde mein Möglichstes zur Erhaltung des Orts und der Insel thun, aber allein vermag ich mich nicht in die Länge zu halten.“

Stralsund, am 30. Mai 1809.

Schill.

Graf Wosß ist wieder hier angekommen. Ihm übergab Major Schill eine halbe Stunde vor dem unglücklichen Gefechte beiliegendes Schreiben mit der dringenden Bitte um dessen sichere Bestellung. Nach Erzählung des Grafen würde Stralsund wenige Tage später, durch Ausräumung der Gräben, Einlassung des Wassers und Abbrechung der Zugbrücke sehr haltbar geworden sein. Es waren 450 eiserne Kanonen vorhanden, aber nur 51 gehörig bedient. Kurz vorher hatte Schill durch ausgeschiffte Fahrzeuge 700 Fässer Pulver genommen, welche die Franzosen den Dänen von Stralsund aus zugeschickt hatten. Schill hatte bei sich 4 Escadr. Husaren, 4 Escadr. Uhlanen, 4 Escadr. reitender Jäger und 15 — 1800 Mann Infanterie, bei welchen sich 2 Compagnien mit Piken bewaffneter junger Purtsche befanden, die überall unerschrocken auf den Feind stürzten. Von der schon früher organisirten schwedisch-pommerschen Landwehr, die Schill bei Todesstrafe aufgeboden hatte, war schon Etwas eingetroffen. Das übrige, 5000 Mann stark, erwartete man in wenigen Tagen, denn die Stimmung war gut. Endlich hatten sich einige österreichische Bersprengte an ihn angeschlossen, so wie der größte

Theil der von ihm bei Dammgarten gefangenen Mecklenburg-Strelizischen Truppen zu ihm übergegangen war. — Der Feind ließ Schill nicht Zeit zur Vollendung der Befestigungsanstalten, und der Angriff geschah auf einer Seite, wo Schill es am wenigsten vermuthete, und wo er seine schlechtesten Truppen aufgestellt hatte, die nach einem kurzen Gefecht die Flucht ergriffen. Während der Feind auf den andern Punkten zurückgeschlagen wurde, drangen die Holländer auf jenem ein. Das Gefecht wurde allgemein, und Schill selbst blieb. Seine Truppen wurden nun von allen Seiten umgeben, doch schlug sich Rittmeister Brumow an der Spitze der Cavallerie durch, gelangte an's Thor, und ertroste dort noch von den Holländern freien Abzug und die Zusage eines ehrenvollen Begräbnisses für seinen Freund, welche aber nicht gehalten wurde. Schills Kopf soll wegen der Prämie von 10,000 Franken nach Cassel geschickt worden sein. Brumow zog sich über Demin, wo er die Thore forciren mußte, auf die Insel Usedom, wo sich der übrige Theil des Corps bei ihm sammelte, und von wo aus er dem Könige von Preußen wegen seiner Submittirung zuschrieb. Der König soll die gänzliche Entwaffnung dieser Truppen gefordert, Brumow aber sie refüsirt haben. — Bei der Affaire von Stralsund blieben holländischer Seits der General Catteret, 2 Obersten und gegen 600 Mann. Die bei der Einnahme von Stralsund gefundenen Franzosen wurden, bis auf Einige, Alle niedergemacht, nebst Commissärs und Intendanten, welche letztere Schill, so wie mehrere Andere mit eigener Hand tödtete. — Die Casse von 60,000 Rthlr. hatte Schill vor der Affaire mit einem gewissen Alvensleben fortgeschickt, und man weiß nicht, wohin sie gekommen sei. Schill gab seinen Leuten Verdienstmedaillen mit preussischem Band. — Das Bataillon Mecklenburger, welches von Schill bei Triebsee forcirt wurde, marschirte nach Anclam, wurde aber von den Preußen dort nicht geduldet, und zog hierauf nach Stettin.

General Gratien, welcher eigentlich das Corps gegen Schill commandirte, hatte bei sich den dänischen General Ewald mit 2 Regimentern Infanterie, etwas über 2000 Mann, und 2 Escadrons Cavallerie, beiläufig 200 Mann, den holländischen General Catteret mit 2 Regimentern Infanterie, beiläufig 2000 Mann, 1 Regiment Cürassiers, beiläufig 600 Mann, und an Gensd'armes bei 200 Mann.

Bericht des englischen, zur Communication mit Hannover auf Helgoland stationirten Commissairs Nicolas nach London, über die Heerfahrt Schills.

Helgoland, den 20. May.

Es geht heute eine Brig mit einer Convoy nach England ab. Und obwohl zu besorgen steht, daß sie lange unterweges ist, so verfehle ich doch nicht, dasjenige, was ich in Erfahrung gebracht habe, mitzutheilen, indem das Paketboot von Harwich noch immer nicht angekommen ist. — Schill hat sich nach der Alten Mark gewandt, woselbst er sein Corps organisirt. Am 9. sah ihn ein Hamburger Kaufmann zu Annaburg, wo er sein Hauptquartier hatte, sein Corps mochte damals zwischen 5 und 6000 Mann reguläre Truppen seyn, wovon der größte Theil in Annaburg war, er hatte aber auch Detachements in Salzwedel und Osterberg. Schill ließ alle Fahrzeuge auf der Elbe von Harbbergen an nach Tangermünde bringen, um, wie gesagt ward, 5000 Preußen, die er auf dem Wege von Rathenow über Sandel erwartete, überzusetzen. Wirklich zeigten sich am 10., als so weit die Nachrichten lauteten, etwa 400 völlig militärisch gekleidete und bewaffnete Jäger, die sogleich nach Annaburg übergesetzt wurden. Ob mehrere Truppen nachgekommen sind, weiß man nicht? Schill hatte etwa 11 Stück Kanonen, mehrere Munitionswagen und 28 Wagen mit Gewehren bei sich. Er hat auf seinem Zuge alle Cassen requirirt und bezahlt alle Lieferungen baar. Er nimmt alle Luxusperde, läßt aber die Ackerperde. Er hat starken Zulauf, selbst aus Hamburg gehen viele Comtoirbediente zu ihm. Er hat in Annaburg 400 französische und westphälische Kriegsgefangene bei sich, die in der dortigen Kirche gehalten werden. Gegen die westphälischen Beamte, die seinen Requisitionen keine Folge leisten, verfährt er mit großer Strenge. Es scheint, er habe seine Position bei Annaburg gewählt, um die Verstärkungen, die er aus Preußen erwartet, an sich zu ziehen. Ein Sohn des Generals Blücher soll am 9. des Abends mit Depechen bei ihm eingetroffen seyn. Viele meinen, Schill werde nächstens ein Detachement längs der Elbe nach Cuxhaven schicken, um die Communication mit England zu eröffnen. Die in Cuxhaven befindliche schwache Garnison wagt es nicht mehr in der Stadt Rigbüttel zu schlafen, sondern geht alle Nacht an Bord der Schiffe.

Schill unterschreibt sich unter seinen Proclamationen: Oberst und Chef des 1. westphälischen Insurrections-Corps.

Wir haben keine Nachrichten wie weit sich seine Excursionen im Hannoverschen erstrecken? Es sollen sich preussische Detachements in Cell und Hoya und nach andern Nachrichten selbst vor Bremen gezeigt haben. Ein Brief des Factors Knop aus Harburg, datirt Barel den 14., sagt, die Preußen wären am Himmelfahrtstage in Hannover gerückt. Ich weiß nicht, ob es wahr ist. Es scheint mir aber, daß die hannoversche Regierung noch nicht wieder etablirt ist, und daß man in Hannover nichts thun wird, bis nicht Truppen von England kommen. Der Herzog von Braunschweig-Dils war am 7. in Halberstadt und wurde am 10. in Braunschweig erwartet. Das Hauptquartier vom Oberst Dörnberg soll zu Sattlaburg im Rheinhartswalde seyn. Es scheint gewiß, daß die preussische Regierung Schill und seinen Anhang nicht anerkennt. Vielleicht ist es Maske, aber man behauptet, Rußland zeige feindselige Absichten gegen Oesterreich.

Wenn eine englische Armee kommt, so sollte man Schill mit seinem ganzen Anhang in Sold nehmen, ihn zum hannoverschen Generalleutenant machen, und zwischen der Elbe und dem Rhein einen großen hannoverschen Staat bilden. Wenn Schill Unterstützung und Geld erhält, so sehen wir vielleicht einen zweiten Wallenstein, allein wenn er sich lange allein überlassen bleibt, so muß er verloren gehen.

Schills seine Mannschaft betrügt sich sehr gut. Er führt eine gut-eingerichtete Canzlei bei sich. Am 13. soll ein von ihm nach London bestimmter preussischer Kriegsrath durch Rotenberg mit Depechen passirt seyn, der aber noch nicht hier durch passirt ist.

Wenn die Engländer eine Expedition schicken, so sollten sie gleich mit der Befestigung von Cuxhaven anfangen, welche ich wegen der anzubringenden Inundationen, für möglich halte, und die vielleicht in zwei Monaten geschehen könnte.

Vom österreichischen Kriegstheater wissen wir nichts weiteres, als was die Zeitungen enthalten.

Seit den Briefen vom 5. haben wir nichts aus England.

Da ich nicht weiß, ob Graf Münster in London ist, so bitte ich Freund Best, dieses ihm gleich zuzuschicken und zu veranstalten, daß es

an den Herzog von Cambridge mitgetheilt wird, da ich nicht Zeit habe, besonders zu schreiben.

Ein Herr von Wedel vom Schillschen Corps ist vermißt und gefangen nach Magdeburg gebracht. Schill hat erklärt, er werde für jeden von seinen Leuten, der, nachdem er Kriegsgefangen, ums Leben gebracht würde, drei Feinde tödten lassen.

5. 6.

Der Generalissimus Erzherzog Carl und der Minister des Außern, Philipp Grafen von Stadion an den Grafen Waldstein über eine englische Landung und gleichzeitige Insurrection in dem deutschen Norden.

M. le Comte de Waldstein. Je me suis déjà assez souvent expliqué sur la grande utilité qui résulterait d'une diversion opérée par les troupes anglaises dans le Nord de l'Allemagne, pour ne pas être parfaitement d'accord avec ce projet. Le Général, Comte Waldmoden, lors de sa mission à Londres, a été particulièrement chargé de le discuter, et je ne puis douter que le Ministère Britannique n'en ait senti toute l'importance. Il ne peut donc s'agir que d'accélérer, autant que possible, une mesure qui ne produira de grands effets, qu'en tant qu'elle sera liée aux entreprises des différentes armées qui coopèrent à la délivrance de l'Allemagne, et qu'on ne laissera pas échapper des moments précieux, pour opérer avec tout l'ensemble d'une même volonté.

Les détails de l'exécution doivent être remis au jugement du Général en chef que S. M. B. nommera à cet effet, et je me permets de croire que ce serait une commission digne de S. A. R. le Duc d'York, qui en réunissant la confiance de l'armée et les suffrages du public, trouverait une occasion brillante de rendre de grands services à la patrie, et de se faire un nom immortel. Quant à l'insurrection, qu'il serait avantageux de préparer pour la même époque dans le Nord de l'Allemagne, je pense, M. le Comte, que Vous-même rempliriez parfaitement ce but et seriez très en état

d'en diriger les développements, par les relations comme Ministre de feu Monseigneur l'Electeur de Cologne.

Je suis, avec un parfait dévouement, M. le Comte,

Votre très-affectionné

à mon quartier-général à Wagram, (Signée) Charles.

le 16 juin 1809.

Monsieur le Comte. J'ai rendu compte à l'Empereur de nos différentes conversations, et des informations intéressantes que Vous avez bien voulu me donner relativement au Nord de l'Allemagne, et au parti qu'on pourra tirer de ce pays pour la cause générale de l'Europe, lorsqu'on nous aura mis à même de faire entrer ces contrées directement dans les combinaisons de nos opérations militaires. S. M. I. a agréé, avec satisfaction, le zèle avec lequel Vous lui avez soumis Vos idées à cet égard, et Elle approuve d'autant plus les principes sur lesquels elles sont basées, que ces mêmes principes ont déjà fait le fondement des explications dont le Général, Comte de Walmoden, ainsi que le Prince de Starhemberg, ont été chargés près du Cabinet de St. James. Les circonstances de ce moment rendent une diversion dans le Nord de l'Allemagne aussi facile à la Puissance qui voudra l'entreprendre, qu'utile et décisive pour le succès de la guerre. Il est toutefois indispensable qu'une diversion pareille ait lieu promptement, et qu'elle soit conduite avec activité vers le but qu'on se propose, puisque ces circonstances avantageuses peuvent ne point être durables, et qu'il est à craindre que la Cour de Vienne, si elle se voit abandonnée pendant plusieurs mois encore à elle-même, malgré les succès qu'auraient ses armes, ne saurait qu'être embarrassée de soutenir seule tout le poids des troupes françaises et alliées qui se trouvent encore dans le coeur de la Monarchie autrichienne. Dans la situation actuelle des choses, un Corps d'armée de 12 à 15 mille hommes, qui débarquerait aux embouchures du Wésér, suffirait sans contredit pour établir avec sécurité les opérations dans le Nord de l'Allemagne, et pour devenir en même temps le noyau d'un armement populaire et général, qui influerait non seulement sur les chances de la guerre, mais étendrait vraisemblablement son influence sur le système général de l'Europe.

Les connaissances locales que Vous avez, M. le Comte, des provinces qui composaient autrefois le cercle de Westphalie et du Bas-Rhin, et les connexions que Vous avez conservées dans ces parages, ainsi que le zèle et l'attachement que Vous témoignez pour la cause de l'affranchissement politique, font désirer à S. M. que les vœux que Vous Vous proposez de soumettre au Ministère Anglais, soient accueillies par lui avec intérêt. M. le Prince de Starhemberg reçoit à cet effet l'instruction de recommander, de son côté, ces propositions à l'attention particulière de M. Canning. Je ne puis, de mon côté, M. le Comte, que Vous souhaiter le meilleur succès dans cette entreprise importante, et j'ai l'honneur d'être, avec une considération distinguée, V.

Wolkerstorf le 21 juin 1809.

(Signée) Stadion.

Der Graf von Waldstein, über dasselbe, durch Österreichs
Waffenstillstand verspätete, Project an das englische Mi-
nisterium, d. d. London 16. Octbr. 1809.

Le soussigné prend la respectueuse liberté de soumettre les réflexions suivantes à S. E., Mr.... et le prie de vouloir bien guider ses démarches auprès du Ministère Britannique, en fixant les principes dont il sera nécessaire de convenir dans les nouvelles négociations relatives au projet de délivrance du Nord de l'Allemagne.

S. E. paraissait avoir approuvé :

1. Qu'il y eût une distinction bien établie entre l'occupation du Pays d'Hanovre par des troupes aux ordres de son souverain, et l'insurrection des provinces voisines par des moyens contre-révolutionnaires.

2. Que S. M. B. en sa qualité d'Electeur d'Hanovre fût aidée dans ces deux entreprises par les ressources maritimes, militaires et pécuniaires de la Grande-Bretagne.

3. Qu'en conséquence de ce secours Elle convînt Elle-même des stipulations et compensations à régler entre ses Royaumes et son Electorat.

4. Que devant ainsi traiter pour les peuples voisins, Elle fût seule revêue d'une autorité dictatoriale dans la direction militaire et civile de l'insurrection, de même que dans l'administration des provinces délivrées.

5. Qu' Elle serait autorisée à faire servir les revenus des dites provinces et leurs ressources de crédit au remboursement des avances faites par la Grande-Bretagne pour le but direct de l'insurrection, tant en argent qu'en armes, habillements et munitions.

6. Qu'après la destruction des autorités usurpées du nouveau Royaume de Westphalie S. M. insisterait sur la formation d'une armée allemande dans tous les pays compris entre l'Elbe, le Mayn et le Rhin.

7. Que cette armée (qui pourrait être de 80 mille hommes de troupes réglées) serait payée par les provinces délivrées, et employée à faire la guerre contre les armées françaises aussi long-temps qu'elles seront sur la rive droite du Rhin.

8. Que les princes allemands rentrants ou restants dans leurs possessions, se soumettraient aux engagements temporaires de la nouvelle fédération, ainsi qu'à l'autorité dictatoriale provisoirement déléguée à S. M.

9. Que l'Electorat d'Hanovre e le Duché de Brunswic ne contribueraient en rien aux charges de la nouvelle fédération pour la délivrance du Nord de l'Allemagne, mais qu'en échange les provinces délivrées ne seraient pas tenues de concourir aux frais d'établissement ni à la solde des troupes hanovriennes et brunswi-quoises.

10. Que la Grande-Bretagne ne demanderait aucun remboursement pécuniaire pour la coopération de ses flottes et armées dans la délivrance de l'Allemagne, et qu'Elle n'attendrait d'autre compensation de ses secours que celle d'une diversion également importante pour Elle et pour ses alliés.

Ces principes, de même que les projets qui en furent la suite, étaient fondés sur les circonstances existantes au mois d'août dernier, et particulièrement sur la non-coopération de la Prusse, si bien qu'on croyait pouvoir se prévaloir de la disposition qu'annonçaient plusieurs officiers prussiens de vouloir quitter le service pour se joindre à l'insurrection allemande et attirer un grand nombre de leurs compatriotes dans ce parti. — De plus, il restait alors un espace de temps assez considérable pour assurer le succès de l'entreprise, ou pour l'abandonner au besoin, avant que la navigation ne fût interrompue par les glaces; et l'armée anglaise encore réunie sur les côtes de la Zéelande, de même que la flotte de l'Amiral Saumarez dans la Mer Baltique, paraissaient faciliter les combinaisons nécessaires aux différents buts qu'on se proposait.

Deux mois se sont écoulés depuis cette époque, et chacune des circonstances est changée, quoique en dernière analyse l'ensemble des chances pourrait devenir encore plus favorable qu'il ne l'était alors, pourvu qu'on puisse s'accorder sur le mode d'exécution le plus convenable.

La situation actuelle paraît être :

1. Que l'Autriche est au moment de recommencer la guerre avec des moyens plus considérables qu'elle n'en avait au commencement de la campagne.

2. Que son armée en Bohême doit attirer ou attaquer toutes les forces que les Dépendants de la France peuvent avoir rassemblés entre l'Elbe et le Mayn.

3. Que cette armée de Bohême, si elle éprouve des revers, ne peut être aidée que par une diversion dans le Nord de l'Allemagne, ou par l'alliance prussienne.

4. Que malgré les espérances données par M. le colonel de Knesebeck à M. le comte de Stadion, cette alliance n'est encore qu'éventuelle après le renouvellement des hostilités, ce qui laisse à craindre qu'un premier échec n'en ralentisse les effets.

5. Que si l'armée prussienne agit dans les Pays où elle serait vraiment utile à l'Autriche, elle ne sera d'aucune utilité directe à la délivrance du Nord de l'Allemagne, si ce n'est que le changement de système de la Cour de Prusse donnera beaucoup de faveur à l'opinion, et des retraites en cas de malheur.

6. Que si l'armée prussienne se porte entre l'Elbe et l'Embs, elle y sera seule maîtresse du pays, et elle y doublera ses provinces et ses armées, sans avoir délivré l'Allemagne ni fait la guerre à la France.

7. Que Bonaparte peut voir avec assez d'indifférence les progrès des Prussiens dans cette partie de l'Allemagne, puisqu'ils empêcheront la formation d'un grand Etat indépendant et d'une armée permanente, tandis que deux batailles gagnées sur le Danube le mettront en état de leur faire évacuer leurs conquêtes, en leur laissant enlever les ressources qu'ils en auront tirées tant en hommes qu'en argent, et dont la privation mettra les peuples entièrement à la merci du dernier occupant.

8. Que l'assistance importante qu'on pouvait attendre du Général Blucher et de son parti n'existe plus, du moment où la Prusse entrera en guerre, et qu'il faut dès à présent y renoncer, vu la nécessité où se trouvent ces individus d'attendre les ordres de leur Souverain.

9. Que l'idée d'une administration provisoire dans les provinces délivrées devient entièrement impossible toutes fois que les troupes prussiennes s'en seront emparé, et que cette conquête détruit à jamais l'organisation des armements qu'on se proposait.

10. Que les 75 mille fusils demandés par M. le colonel de Gneisenau à l'Angleterre pour être délivrés à Colberg, mettront cette puissance dans l'impossibilité d'en accorder un nombre suffisant pour le pays d'Hanovre et le cercle de Westphalie, sans l'armement desquels il ne sera jamais possible de résister aux nouvelles forces qui passeront le Rhin.

11. Que les démonstrations qu'on pouvait demander à la flotte anglaise dans la Baltique pour contenir les Danois en menaçant Copenhague, ou bien en s'emparant de Lubeck, ne seront plus praticables dans quelques semaines.

12. Que vu l'abandon de l'expédition de l'Escaut et les maladies qui règnent dans la garnison de Vlessingue, rien n'empêchera les troupes de la Flandre et de la Hollande de se porter en Allemagne, et que ce sera probablement ces troupes qu'il faudra combattre lorsqu'elles déboucheront de Wésel pour aller défendre le royaume de Westphalie.

13. Que dans six semaines les glaces peuvent s'établir aux embouchures de l'Elbe et du Wésér, et qu'on ne peut attendre le dégel qu'au commencement de février.

14. Qu'il est cependant possible de s'assurer une retraite en passant l'Elbe au-dessous de Torgau pour marcher par la Lusace en Bohême, et que si la Prusse est en guerre, cette retraite peut avoir lieu par tous les points de ce fleuve.

15. Qu'en envoyant une force suffisante, c'est-à-dire un corps de 20 à 25 mille hommes, la retraite ne peut jamais être nécessaire aussi long-temps que l'Autriche sera en guerre, puisqu'il

en faudrait 60 mille à l'ennemi pour se tenir entre l'armée de Bohême et l'armée du Nord de l'Allemagne.

D'après ces considérations le soussigné prie S. E. de vouloir bien examiner les propositions qu'il a fondées sur les différentes suppositions d'après lesquelles il est obligé de raisonner, et de faire les changements nécessaires à celles qui lui paraîtront le plus admissibles.

I. Si la Prusse entre en guerre en même temps que l'Autriche, et qu'elle porte son armée jusqu'aux frontières de la Hollande, il faudra renoncer à l'insurrection du Nord de l'Allemagne telle qu'on l'avait proposée, et laisser à cette armée le soin de tirer le meilleur parti qu'elle pourra des ressources de ces provinces et de leur population. Tout ce que l'Angleterre voudra faire pour faciliter l'entreprise en y fournissant des armes et de l'argent, ne doit plus être qu'un effet des traités particuliers qu'elle jugera à propos de conclure avec la Cour de Berlin; et le seul tempérament qu'elle pourrait apporter à cette prépondérance si contraire aux intérêts de la maison de Brunswic, serait d'envoyer des garnisons dans les possessions hanovriennes des deux cercles, pour y rétablir l'ancienne administration. Elle pourrait également insister sur le rétablissement immédiat de l'Electeur de Hesse et du Duc de Brunswic, de même que sur l'indépendance de tous les princes bien intentionnés qui renonceront publiquement à la Confédération du Rhin, et stipuler que la distribution des autres territoires ne serait réglée qu'à la paix générale, afin de rétablir en attendant un simulacre de l'ancienne constitution germanique.

II. Si la Prusse tarde à se déclarer, c'est à l'Angleterre à la gagner de vitesse en occupant tout de suite l'Electorat d'Hanovre et en organisant l'insurrection entre la frontière d'Hollande et le Wésér, quelles que soient les promesses du cabinet de Berlin. Dès que ce cabinet témoignera le désir d'entrer en négociations avec celui de St. James, le premier gage de sincérité à lui demander serait la promesse de paralyser les mauvaises intentions du Danemarck, et lorsque les armées prussiennes seront prêtes à se mettre en mouvement, on pourra leur proposer de s'emparer provisoirement de la Lusace, de la ville de Hambourg et du duché de Holstein, ou de

reprendre leur forteresse et duché de Magdebourg. Quant à leurs autres possessions de la Basse-Saxe et toutes celles de la Westphalie, on leur réserverait leur droit et l'assurance d'en traiter à la paix définitive. Dans cette supposition il faudrait également se presser de rétablir l'Electeur de Hesse à Cassel, et toute l'organisation du cercle de Westphalie rentrerait dans la catégorie de l'ancien projet.

III. Si la Prusse ne conclut pas son traité d'alliance avec l'Autriche, ou qu'après un premier échec de cette puissance elle diffère ou refuse de l'exécuter, il faudra que l'Angleterre s'empare seule de l'insurrection du Nord de l'Allemagne d'après les principes déjà débattus, et que le cabinet de Berlin soit entièrement exclu de toute influence dans cette entreprise. Il serait même à désirer qu'en cas de succès et lors d'une pacification générale, la Prusse ne fût plus admise à rentrer dans aucune de ses possessions entre l'Elbe et l'Emis, et peut-être que la maison de Brunswic pourrait alors lui abandonner le duché de Lauenbourg, et garder celui de Magdebourg en compensation.

IV. Si au contraire, comme on l'avait dit il y a quelque temps, le Roi de Prusse était forcé de se soumettre au projet qu'on suppose à Bonaparte de lui enlever la rive gauche de l'Oder, et de réléguer l'Electeur de Saxe en Pologne, il faudrait étendre l'insurrection dans toutes ces provinces, profiter de la bonne disposition des peuples et de l'armée, et soutenir la Monarchie prussienne, parce qu'en abandonnant ce territoire à un des généraux français qui en deviendrait probablement le chef, ce nouveau souverain formant une alliance avec la Russie, la Suède et le Danemarck, deviendrait un ennemi dangereux de l'Allemagne, et même de l'Angleterre.

V. Présument que la seconde supposition est la plus probable, et celle sur laquelle il faudrait se presser d'agir pour en assurer la chance et être préparé aux différents évènements, il serait peut-être convenable de demander au Ministère Britannique:

a) D'envoyer tout de suite à la Cour de Vienne l'assurance d'entreprendre l'expédition proposée, dès qu'on aura reçu la nouvelle officielle de la dénonciation de l'armistice.

b) D'engager cette Cour à faire prendre immédiatement l'offen-